

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 21 MARS 2017

SOMMAIRE

- 1) **A quand le rassemblement ?**
- 2) **Pas Manuel Valls**
- 3) **Macron l' entourloupe...**
- 4) **Analyse à prendre avec précaution ?!**
- 5) **La trahison de Macron**
- 6) **Terreur à la SNCF**
- 7) **Les politiques ignorent les banlieux...**
- 8) **Les notes...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) "Cataclysme", "gâchis", "déception" ... Le ressenti des militants de Mélenchon et Hamon face à la désunion



Jean Luc Mélenchon et Benoît Hamon, le 21 janvier 2010, lors d'une manifestation contre les suppressions de postes dans la fonction publique. (NICOLAS TAVERNIER / REA)



En partant en ordre dispersé, la gauche risque l'élimination dès le premier tour de l'élection présidentielle. Que pensent les militants rangés derrière Benoît Hamon ou Jean-Luc Mélenchon de cette division ? Franceinfo leur a posé la question.

Après la manifestation des partisans de Jean-Luc Mélenchon, samedi 18 mars à Paris entre Bastille et République, place dimanche 19 au meeting de Benoît Hamon à Bercy. Les deux candidats oscillent chacun entre 10 et 15% des intentions de vote dans les sondages, avec une courte avance pour le socialiste, mais sans possibilité de se qualifier au second tour de l'élection présidentielle pour l'instant. Comment cette désunion est-elle vécue par les militants des deux camps ? Franceinfo est allé à leur rencontre.

"La gauche ne peut pas gagner si elle est divisée"

Sur une petite place piétonne, à la sortie du métro Basilique de Saint-Denis, une dizaine de militants socialistes tentent de mobiliser pour la dernière ligne droite de la campagne. "Grand meeting de Benoît Hamon à Bercy !" clame Claude Le Clech. En soixante ans d'engagement pour le parti à la rose (rouge), il a connu bien des campagnes, mais cette année, il n'en revient pas : "Il faut que j'arrive sur ma 81e année pour vivre une élection présidentielle comme ça ! Je n'ai jamais vu ça. On aurait quand même voulu une entente plus cordiale entre les deux". Les "deux", ce sont Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon, incapables de s'entendre sur une candidature commune.

Claude n'est pas énervé, mais "déçu" par la tournure des événements. A côté de lui, Yanis, 28 ans, tend ses tracts aux clients qui sortent d'un supermarché. "C'est frustrant de voir qu'on est en tête au premier tour si on additionne nos deux scores, alors qu'aujourd'hui, on risque de ne pas être qualifiés du tout." Il tente de mobiliser, mais il est parfois difficile de répondre aux critiques : "Je croise des gens qui me disent : 'Ça ne sert à rien de voter pour vous, aucun des deux n'arrivera au second tour'."

Si le risque d'échec est bien identifié, personne ici ne semble avoir cru à la possibilité d'une telle alliance. "Je n'y ai jamais cru, mais je le regrette, dit Emir Deniz, chef d'entreprise de 38 ans. En même temps, il n'y a jamais eu une seule gauche..." "Mais là, on en aurait eu besoin !" complète l'une de ses camarades socialistes. Le sentiment est partagé par Cyrille, militant PS de 52 ans qui tracte devant une école du 10e arrondissement de Paris. "La gauche ne peut pas gagner si elle est divisée, mais le rassemblement ne se décrète pas, il faut être deux." N'y a-t-il plus aucune perspective d'union ? "Dans la campagne actuelle, on ne peut jamais dire jamais", lâche dans un sourire Eric Algrain, maire adjoint PS du 10e.

S'il y a un écroulement de part et d'autre, que Hamon et Mélenchon sont tous les deux en dessous de 10%, il y aura peut-être une réflexion finale. Mais ce sera probablement trop tard, les électeurs ne comprendraient pas.

**Eric Algrain, maire adjoint PS du 10e arrondissement
franceinfo**

"Même si on ne gagne pas, tant pis"

De leur côté, les partisans de la France insoumise ont moins de regrets. Dans le 15e arrondissement de Paris, entre un vendeur de légumes à la sauvette et un stand de distribution de journaux gratuits, deux militants interpellent les passants en leur proposant le programme de Mélenchon pour 3 euros. Bernard, 67 ans, ne veut pas entendre parler d'une union avec les socialistes : "Je n'y ai jamais cru, à aucun moment. Compte tenu de l'état des troupes et de la mentalité de Hamon et du PS, ce n'était pas possible. On ne peut pas faire des alliances de circonstance comme ça."

Le PS est un parti néolibéral et la gauche, ce n'est plus qu'un slogan pour eux.

**Bernard, militant de la France insoumise
franceinfo**

Jean-Pierre Coulomb, candidat de la France insoumise dans la 11e circonscription de Paris, tracte à la sortie du métro Pernety, dans le 14e arrondissement. Il reconnaît presque préférer la défaite à une mauvaise alliance : "Pour moi, l'extrême droite n'est pas en mesure de l'emporter cette fois-ci. Par contre, si Mélenchon se désiste et qu'on rate le prochain quinquennat comme celui de Hollande..." Sa suppléante renchérit : "Même si on ne gagne pas, tant pis. Le vote utile, on le fait à chaque fois. On a déjà donné pour Chirac... et on a peut-être eu tort, parce qu'à force

de rejeter Le Pen, on ne fait que créer de l'insatisfaction."

Samuel ramasse un tract de la France insoumise, une moue aux coins des lèvres. Le jeune homme était mélenchoniste, mais a rejoint Benoît Hamon après la primaire de la gauche. Aujourd'hui, après les derniers revirements du candidat socialiste sur le revenu universel, il semble un peu perdu. "C'est vraiment dommage qu'ils n'arrivent pas à se mettre d'accord. Ensuite, c'est compliqué. Ils s'y sont pris un peu tard. Mais c'est vraiment un gâchis..." Patrice, qui compte voter Hamon, a les nerfs à vif : "Il faudrait que toute la gauche se mette d'accord, sinon c'est la défaite assurée et on risque d'avoir le FN en bout de course. A force de ne pas se mettre d'accord en raison de leurs désirs personnels, ils risquent de tout foutre en l'air."

"Mélenchon se trouve des excuses"

A qui la faute ? S'agit-il d'une bataille d'ego ? Côté socialiste, beaucoup font porter la responsabilité de la désunion au leader de la France insoumise. "C'est une question de personne, soutient Eric Algrain. Si le programme du Parti de gauche n'était pas porté par Mélenchon, il pourrait y avoir un rassemblement. Mais lui-même dit que son seul combat, c'est d'éliminer le PS." Adrien Delacroix, secrétaire de la section du PS à Saint-Denis, est du même avis : "Il se trouve des excuses. L'alliance avec les écolos montre que Hamon était ouvert au rassemblement." Beaucoup dénoncent une posture politicienne. "Pour Mélenchon, peu importe que la gauche ne soit pas au pouvoir, analyse Yanis. Il mise sur qui va reconstruire la gauche après. Il joue le cataclysme de la gauche à la présidentielle."

Le raisonnement de Mélenchon, c'est si je gagne, je gagne. Et si je perds, je gagne quand même. Il n'a aucune envie de rassembler.

**Yanis, militant PS
franceinfo**

Mais d'autres militants hamonistes font aussi leur examen de conscience et n'hésitent pas à pointer leurs propres torts. A l'image d'Habib, 28 ans, qui tracte à Saint-Denis : "Ce n'est pas qu'une bataille d'ego. Si le quinquennat avait été différent, cela aurait été plus simple de trouver un accord." Emir Deniz renchérit : "Si les gens étaient contents, ils revoteraient pour nous. Il y a eu de vraies blessures, comme la loi El Khomri ou la déchéance de nationalité, qui ont rendu les choses plus difficiles. Je ne suis pas pour jeter la pierre aux autres, il faut d'abord regarder ce qui

n'a pas fonctionné chez nous."

Ces déceptions sont évidemment un des arguments des Insoumis de Mélenchon. "Mon ennemi, c'est la finance", moi, j'y ai cru, explique Evelyne. Hamon est en train de payer la facture du quinquennat Hollande. Le PS a une espèce de sentiment de supériorité qui fait qu'on devrait se retirer en sa faveur. Tout ça pour qu'ils appliquent ensuite un programme de droite. C'est non ! La ficelle du vote utile, ça suffit ! Ça permet d'éviter de parler du fond, des programmes."

"Hamon va nous manger la laine sur le dos"

Le programme est une autre source de division, comme le note Judith, 29 ans, qui participe à sa première campagne en soutenant Benoît Hamon : "Sur les questions sociales et écologistes, on peut se retrouver. C'est plus difficile sur les questions internationales, Mélenchon a un rapport pas très clair à la Russie. Son plan B pour l'Europe, c'est la sortie de l'euro, c'est une ligne jaune." Mais pour Adrien Delacroix, ce n'est qu'un prétexte : "Mélenchon trouve des points de détail pour dire : on n'est pas d'accord avec le PS et les écolos. Les différences ne sont pas insurmontables, ça implique de faire des compromis sans être d'accord sur tout."

On peut pinailler sur un point du programme, mais la conséquence, c'est une victoire de la droite ou du centre droit.

**Adrien Delacroix, secrétaire de la section du PS
à Saint-Denis
franceinfo**

La victoire de Hamon à la primaire était pourtant le meilleur cas de figure possible pour un accord, bien plus qu'avec une candidature de François Hollande ou de Manuel Valls. "C'est ce qui a agacé Jean-Luc Mélenchon, croit savoir Eric Algrain. La barrière devenait franchissable." Une analyse confortée par les militants de la France insoumise, comme Romain, jeune militant de 29 ans : "Hamon va nous manger la laine sur le dos et ça va nous coûter la victoire." Et Sonia de conclure, non sans cynisme : "Valls aurait dû gagner la primaire, ça aurait été plus simple pour nous."

francetvinfo.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) A son meeting de Bercy, Hamon fait applaudir François Hollande...mais pas Manuel Valls

Le candidat du PS fait salle comble ce dimanche après-midi...



Benoît Hamon à Bercy - FRANCOIS GUILLOT / AFP

Un « oublié » très remarqué. Ce dimanche après-midi, pendant son meeting à Bercy, Benoît Hamon a salué trois membres de l'exécutif : « Je vous demande de saluer comme ils le méritent, le président de la République François Hollande, le Premier ministre Bernard Cazeneuve et le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian », a lancé le candidat socialiste.

En revanche, aucune mention directe de Manuel Valls, mais une phrase lourde de sous-entendu : « Ce manquement à la parole donnée et ce mépris de l'expression démocratique exaspèrent tant le peuple qu'ils finissent par le jeter dans l'aventure du Brexit, dans les bras de M. Trump ou de Mme Le Pen », a expliqué le candidat socialiste, en faisant référence au refus du Premier ministre de le parrainer.

Référence au discours du Bourget

Auparavant, il s'en était pris à plusieurs de ses adversaires à la présidentielle. Visant notamment Emmanuel Macron, François Fillon et Marine Le Pen, il a dénoncé : « Ce parti de l'argent [qui] a plusieurs noms, plusieurs visages, il a même plusieurs partis », a-t-il lancé devant quelque 20 000 partisans.

Une référence à la célèbre tirade de François Hollande, lors de son discours du Bourget en 2012, contre la finance, un « ennemi » qui n'a ni «

nom », ni « visage ».

« Fierté »

En revanche, Benoît Hamon a rendu hommage au bilan du quinquennat du président sortant. « Dans le bilan de ce quinquennat, nous pouvons aussi trouver de la fierté. De la fierté pour la retraite à 60 ans pour les carrières longues. Je suis fier du tiers payant généralisé. Fier des postes de professeur que nous formons à nouveau, fier d'avoir engagé la transition énergétique, fier de la loi Alur, tout cela nous le prenons », a égrené celui à qui était reproché de ne pas défendre l'action menée depuis 2012.

Benoît Hamon a aussi salué l'action des forces armées françaises et a demandé à ses partisans de respecter une minute de silence en mémoire de toutes les victimes du terrorisme, en ce jour anniversaire des attentats perpétrés par Mohamed Merah en 2012.



III) Pour Taubira, Macron n'a "pas de racines", "ni de références"

À un mois du premier tour de la présidentielle, l'ancienne garde des Sceaux a estimé qu'Emmanuel Macron n'avait "pas de racines".

Soutien affiché de Benoît Hamon, Christiane Taubira ne se prive pas pour tacler Emmanuel Macron, l'un de ses plus proches rivaux dans la course à l'Élysée. Ce dimanche matin, lors du Grand rendez-vous sur Europe 1/Les Echos/CNews, l'ex-ministre de la Justice a fustigé le fondateur d'En Marche! n'avait "pas de racines, pas de ressort, pas de références".



Capture Europe 1/Cnews/Les Échos

"La gauche a une histoire dans ce pays, la droite républicaine a aussi une histoire. Cette histoire n'est pas faite de fantaisies ni d'anecdotes. Elle est faite d'ancrage dans des idéaux, avec des doctrines qui se sont élaborées au fil du temps, au fil de l'Histoire", a alors attaqué l'ancienne Garde des Sceaux.

"Bien sûr qu'il a une histoire!"

Face à elle, Jean-Pierre Mignard, soutien d'Emmanuel Macron, s'en est alors défendu. "Bien sûr qu'il a une histoire!", s'est-il agacé.

"C'est une histoire politique française qu'on peut identifier. Lorsqu'il fustige en des termes très violents la colonisation, c'est Clémenceau en 1885, lorsqu'il fustige le racisme de Ferry. C'est Chaban-Delmas et la Nouvelle société. C'est Michel Rocard", a-t-il détaillé.



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Des économistes tirent la sonnette d'alarme sur la présidentielle française

Par Cécile Crouzel

Dans une étude, deux économistes de la banque Barclays analysent les programmes. Verdict : ceux de Le Pen et Mélenchon sont particulièrement dangereux pour l'économie française.

Pour les économistes de la banque Barclays, cela ne fait aucun doute: les programmes Fillon et Macron sont ceux qui tiennent la route économiquement. Les autres comportent de nombreux risques.

Marine Le Pen veut sortir de l'euro, de façon ordonnée, en instaurant un système de change régulé au sein de l'Europe entre le franc et les autres monnaies, avec des parités qui évolueraient dans un corridor. Mais pour François Cabau et Philippe Gudin, auteurs de l'étude de Barclays, «il est très probable qu'une dissolution ordonnée soit impossible». Résultat, l'euro ne devrait pas survivre. Et la France serait en proie à des difficultés économiques et financières, avec un contrôle des capitaux à mettre en place dès le 7 mai.

Le programme Mélenchon, qui est fondé sur une renégociation des traités européens et sur une massive relance budgétaire, est lui aussi porteurs de risques. Car les marchés financiers devraient réagir très négativement à la mise en œuvre de ce projet, estime l'étude Barclays. Avec à la clé, une envolée des taux d'intérêt, néfaste pour l'économie.

François Fillon, Emmanuel Macron et Benoît Hamon se montrent en revanche «proeuropéens», même s'ils souhaitent réformer l'Union européenne et la zone euro, chacun à leur façon. Mais si le candidat de la droite et celui d'En Marche! jugent que la France doit d'abord faire la preuve de sa bonne volonté en lançant des réformes et en étant rigoureuse avec ses finances publiques, afin de pouvoir convaincre ses partenaires de refonder l'Europe, Benoît Hamon n'est pas sur cette ligne. «Le programme du

candidat PS sera sûrement rejeté par plusieurs pays membres, notamment ceux du Nord de l'Europe», ajoute l'étude Barclays. Avec le risque que cela bloque toute discussion au sein des institutions européennes.

Surtout, selon François Cabau et Philippe Gudin, François Fillon et Emmanuel Macron sont les deux seuls à proposer des solutions aux problèmes majeurs de la France - la perte de compétitivité et les failles du marché du travail. Et ce par des baisses d'impôts et de cotisations sociales, évaluées par Barclays à 2,5 points de PIB pour Fillon et 1 point pour Macron. Mais aussi grâce à des mesures sur le droit du travail, les seuils sociaux, le plafonnement des indemnités prud'homales etc...

Néanmoins, les auteurs de l'étude s'inquiètent de la capacité de François Fillon et d'Emmanuel Macron à mettre en place les réformes, une fois élus. Ils pointent les difficultés qu'ils auront à avoir une majorité stable au parlement, après les législatives. «Les partis traditionnels sont dans un tel désarroi que tous les scénarios sont possibles: obtention d'une majorité absolue, grande coalition, accords de gouvernement ad hoc ou cohabitation».



Cécile Crouzel auteur

LE FIGARO · fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Quand Hollande raconte à des proches la "trahison" de Macron



@ FRED TANNEAU / AFP

Emmanuel Macron assure que l'annonce de son départ a été plutôt bien reçue par François Hollande, mais doit-on le croire ? Sur LCI, Renaud Pila analyse les coulisses de cette démission vécue comme une "trahison" pour l'actuel chef de l'Etat.

31 août 2016

Emmanuel Macron parle d'une rupture apaisée. Il a affirmé mardi qu'il avait toujours été loyal avec François Hollande. Il affirme avoir voulu partir sans fracas. Ça, c'est pour la belle histoire, celle du jeune ministre bien élevé.

Mais il y a aussi les coulisses. Comme tous les mardis soirs, François Hollande recevait à dîner les poids lourds de la majorité avec le Premier ministre. Et là, il s'est livré calmement, comme à son habitude, à une analyse froide de la situation.

Emmanuel Macron m'a trahi avec méthode François Hollande, mardi 30 août, lors d'un dîner avec des proches

« Emmanuel Macron m'a trahi avec méthode » leur a-t-il confié. François Hollande en veut pour preuve que l'ancien ministre de l'Economie ne lui a pas donné de nouvelles de l'été. La semaine dernière encore, il ne disait rien à François Hollande de sa volonté de quitter le

gouvernement.

Lundi matin, lorsqu'ils se sont vus, les deux hommes se sont séparés sans qu'il soit question de démission du patron de Bercy. Et ce n'est que lundi soir qu'Emmanuel Macron a émis le souhait de voir le président le lendemain matin pour lui faire part de son choix.

Macron, pas si "gentil" que le pensait Hollande

En réalité, tout était prêt depuis cet été: les arguments pour sortir, les éléments de langage pour les parlementaires qui le soutiennent. Mais il fallait une accalmie dans l'actualité pour qu'Emmanuel Macron puisse partir.

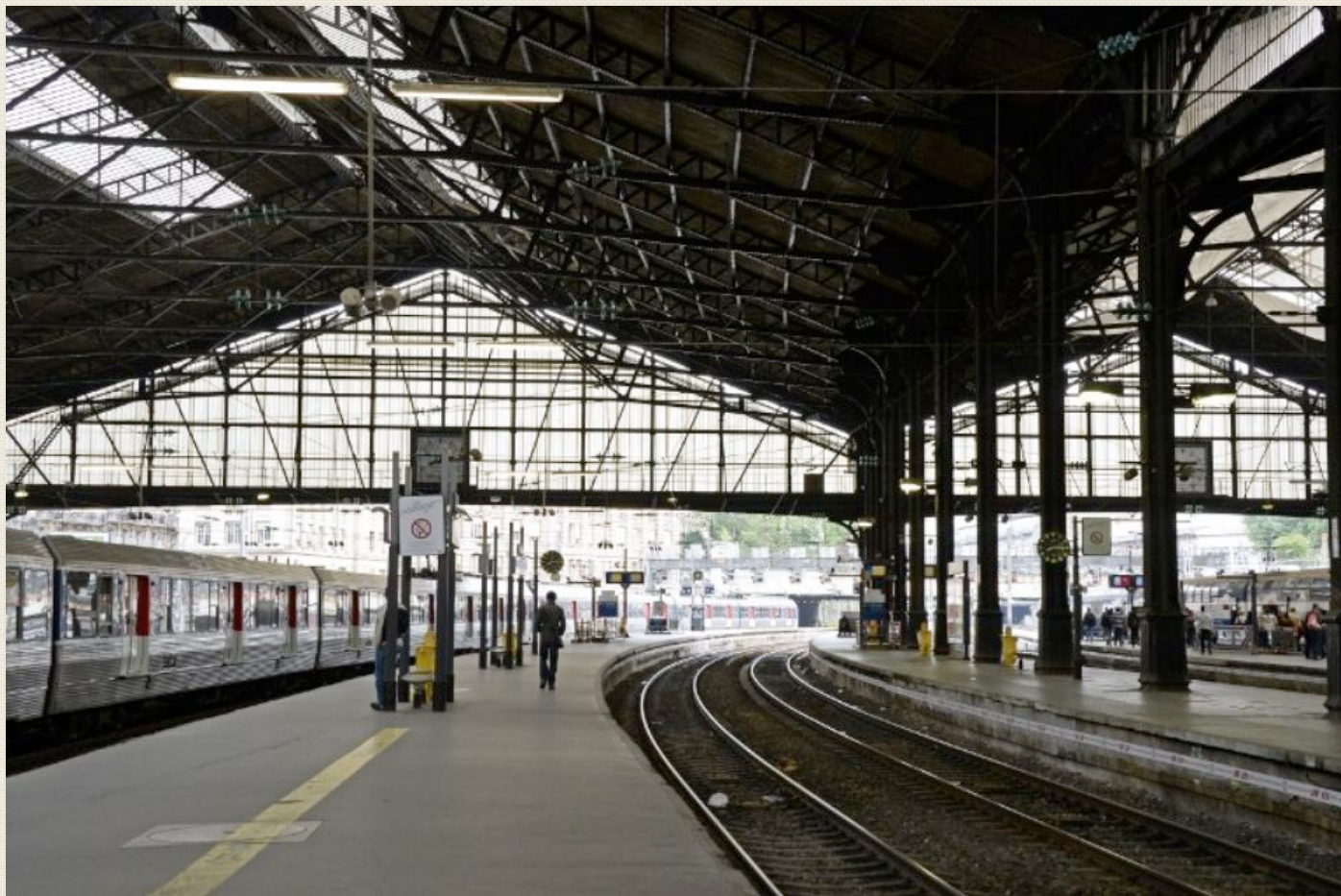
Selon des participants au dîner de l'Elysée, François Hollande était détendu mais manifestement très lucide sur les conséquences de cette trahison. Emmanuel Macron veut faire turbuler le système politique et voudra coûte que coûte se présenter à la présidentielle. Maintenant à l'Elysée, on en est sûr. Mais selon un dirigeant socialiste, « c'est un peu tard pour s'en rendre compte. Le président a trop fait confiance à Emmanuel Macron et le garçon n'est pas si 'gentil' que cela » pour reprendre les mots de François Hollande confiés il y a quelques mois à des journalistes dans un livre.

lci.fr

VI) «A la SNCF, on a affaire à un management par la terreur»

Par Philippe Brochen

Edouard, un cheminot du syndicat SUD-Rail, s'est jeté sous un train dans la nuit de vendredi à samedi à la gare Saint-Lazare. Pour ses camarades, c'est la conséquence d'un «harcèlement» de la direction. Ce mercredi, un millier de



Les quais de la gare Saint-Lazare en juin 2014. Photo Bertrand Guay.AFP

personnes ont rendu hommage au défunt.

Les visages sont fermés, les bouches cousues, les mines défaites. Ils sont environ 1 000 ce mercredi matin à 10h30, devant la gare Saint-Lazare à Paris. Tous – camarades syndicalistes, collègues, amis personnels et même simples usagers informés du rassemblement par les médias – rassemblés à l’invitation de l’intersyndicale (CGT, SUD-Rail, CFTD, UNS et FO) pour rendre hommage à Edouard, 42 ans, employé depuis 1999 par la SNCF et délégué du personnel du syndicat SUD-Rail, qui s’est donné la mort dans la nuit de vendredi à samedi, en se jetant sous un train à la gare Saint-Lazare. Son lieu de travail. Pour, aussi, dénoncer «la politique d’entreprise de la SNCF et du gouvernement [qui] détruit le service public et tue ses défenseurs».

Pour ses collègues de SUD-Rail, cela ne fait aucun doute, leur camarade a craqué devant «l’acharnement de la direction» et a été «victime de la répression syndicale». Corinne, une collègue et amie, confirme : «Edouard n’allait pas bien depuis pas mal de temps. Du reste, il avait le statut de travailleur handicapé en raison de sa fragilité psychologique. Mais ses supérieurs n’y sont pas pour rien. Je le connais : s’il avait voulu

se foutre en l’air pour des raisons personnelles et pas professionnelles, il ne l’aurait jamais fait dans sa gare.»

«Pression immense»

En arrêt maladie depuis juillet 2016, le cheminot décédé, responsable opérationnel des services à Saint-Lazare, était depuis des années en conflit avec sa hiérarchie. En 2012, il avait obtenu aux prud’hommes la condamnation de sa direction pour «discrimination salariale et harcèlement». Ce jugement avait été confirmé en appel en 2015, et les dommages et intérêts alourdis à 30 000 euros. Mais en septembre 2016, la Cour de cassation avait annulé l’arrêt de la cour d’appel pour des causes de forme et non de fond.

«La direction est responsable de la mort d’Edouard, et nous les feront condamner», lit-on sur les autocollants que ses collègues portent sur leur blouson. «Justice pour Edouard, stop à la répression», scandent les banderoles portées par la foule. Nelly, 40 ans, employée de la SNCF depuis 1999, est partagée entre tristesse et colère. «Depuis quelques années, avec la réforme, la pression mise sur les salariés est immense, dit la cheminote. Et pour les militants syndicaux, c’est encore pire. La direction essaient clairement de les faire craquer à coups de sous-entendus, de menaces et de sanctions abusives.» Les prises de

parole se succèdent pour honorer la mémoire du défunt.

«Notre objectif est qu'Edouard soit le dernier sur une liste qui doit s'arrêter, dit David Michel, de SUD-Rail. Ce management agressif doit cesser. Car la direction poursuit sans relâche son œuvre de destruction humaine. Edouard était le défenseur des plus faibles et des plus fragiles.» Le syndicaliste ne le nie pas : «Oui, bien sûr qu'il souffrait, qu'il était devenu fragile, que son mal-être était le résultat de leur comportement vis-à-vis de lui. Cela faisait des années qu'il s'acharnaient contre lui.» Il en veut pour preuve qu'Edouard, père de famille, «n'avait plus de poste depuis quatre ans».

«Les yeux dans les yeux»

Selon la direction, jointe par Libération, le cheminot décédé était accusé de «harceler» ses supérieurs et avait, pour ce motif, été mis à pied douze jours à la suite d'un conseil de discipline le 13 octobre. En cause : un regard jugé «menaçant». Résultat, un dernier avertissement avant licenciement. Pour SUD-Rail, ces accusations de harcèlement sont «fantaisistes» et ont été étayées sur la base de «témoignages anonymes et non datés». De son côté, la SNCF avance que la procédure d'enquête a été menée «sous couvert de confidentialité» par sa direction de l'éthique. De plus, Edouard était «très fragile psychologiquement et parfois agressif», dit la direction. Faux, répondent ses camarades : «Mais c'est vrai qu'il était capable de regarder ses supérieurs les yeux dans les yeux sans baisser son regard. Mais ça, ça n'est plus autorisé, même si on a un mandat syndical. On a très clairement affaire à un management par la terreur.» Il y a peu, le défunt avait été informé d'une procédure de mutation à Brétigny-sur-Orge, «lieu de sinistre mémoire pour nous cheminotes et cheminots, comme pour les usagers», dit l'intersyndicale.

Sur le parvis de la gare Saint-Lazare, les interventions mettant en cause le managérial de la SNCF se succèdent. «La direction, totalement déshumanisée, veut se débarrasser de ceux qui osent dénoncer ses pratiques, dit un cheminot. Edouard s'opposait à ces dirigeants pour que des vies ne soient pas brisées. Il en a payé le prix.» Un collègue prend le micro : «Vexations, mensonges, harcèlement, climat de peur orchestré... Ces méthodes sont inacceptables.» Et de promettre : «Nos responsables, ces irresponsables, ne resteront pas impunis. Nous ne laisserons pas les choses en l'état. Militer n'est pas un crime, c'est un devoir.»

Enquête interne

Suit une minute de recueillement durant laquelle les participants au rassemblement sont invités à «faire du bruit pour faire entre [leurs] voix». Puis Eric, élu de Solidaires, monte sur le podium. «Ils essaient de nous faire croire que nous sommes le problème, que nous sommes trop fragiles et pas adaptés à ce travail. Que nous sommes le problème.» Un cheminot, qui se présente comme «le meilleur copain d'Edouard», prend la parole. «Le chauve [surnom donné à Edouard par ses camarades, ndlr] c'était un type bien. Il était révolté et détestait les mensonges. Fonctionnait aux défis. C'est vrai qu'il était provocateur avec les cons, pouvait se montrer politiquement incorrect, détestait l'injustice et l'hypocrisie. Ce qui est quasi monnaie courante désormais parmi nos dirigeants.»

Lundi, une enquête interne a été diligentée par la SNCF à la demande du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) «pour déterminer s'il peut exister une relation entre les faits survenus et la relation au travail» du salarié décédé. A midi, ce mercredi, ses camarades se sont rendus sur le quai 1 de la gare Saint-Lazare pour y déposer des fleurs en sa mémoire. Avant de retourner travailler. Mais en se jurant de «ne jamais oublier».

Philippe Brochen



LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Les banlieues, grandes oubliées de la campagne présidentielle

Ce mardi, la Coordination nationale « Pas Sans Nous », « porte-voix » des habitants des quartiers populaires, présentait les dix premières propositions qu'elle souhaite soumettre aux candidats à la présidentielle. Son objectif : que les politiques s'intéressent enfin aux banlieues, au delà des violences policières et de la radicalisation.

Par Alice Bardo

Mohamed Mehmache : "On a décidé de sortir de notre silence"

<http://dai.ly/x5fd4hs>

Aucun candidat n'a pour l'instant décidé de nous rencontrer », regrette Mohamed Mehmache, co-président de la Coordination nationale « Pas Sans Nous ». Assis aux côtés de quatre autres membres du « syndicat des quartiers populaires », il fait face à la salle quasi vide de la rue Saint-Bruno, dans le 18^e arrondissement de Paris. L'homme s'offense du désintérêt pour la question des banlieues, dont il attribue la responsabilité aux politiques et à certains médias, qui « facilitent les préjugés ». « La question des quartiers populaires ne doit pas être réduite aux violences policières et à la radicalisation », déclare M. Mehmache. On demande seulement à avoir les mêmes droits que les autres. Pas plus, pas moins. »

Nicky Tremblay est en colère. La co-présidente de « Pas Sans Nous » ne supporte plus d'être « réduite au silence ». Ce ressentiment, cette cinquantenaire engagée l'exprime après trente ans de combat « sur la réalité des quartiers » et « quarante ans de mauvais choix politiques ». Un combat qui a donc commencé bien avant la création de la Coordination nationale, en 2014, pour « mettre en œuvre le rapport "Pour une réforme radicale de la politique de la Ville" » co-écrit par Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mehmache.

Nicky Tremblay : "Les quartiers populaires ne font pas partie des priorités des candidats"
par Public Sénat

<http://dai.ly/x5fd1bf>

« Certains élus jouent le jeu »

Remis à François Lamy, alors ministre délégué à la Ville, en juillet 2013, ce rapport contient 30 propositions, « qui ne demandent aucuns moyens financiers ». « Mais il faut du courage politique », précise Mohamed Mehmache. Et visiblement, certains en ont manqué. « Une seule proposition a été retenue : les conseils citoyens » (créés par la loi de programmation pour ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014), remarque le co-président de « Pas sans Nous ». Son homologue renchérit : « C'est un échec, un détournement. » Nicky Tremblay craint que ces conseils n'échappent aux citoyens. « Nous, nous avons mis en place les tables de quartiers, qu'on croise avec les conseils citoyens pour ne pas créer de divisions. Mais on constate que les citoyens délaissent peu à peu les conseils. » Mohamed Mehmache tempère : « Il y a aussi certains élus qui jouent le jeu. »

Si la quasi-totalité des 30 propositions du rapport est restée lettre morte, les membres de la Coordination nationale « Pas Sans Nous » ont bon espoir qu'il n'en soit pas de même pour les dix propositions qu'ils adressent aux candidats à la présidentielle. Droit au logement et à la santé, lutte contre les discriminations, évolution du regard des médias et promotion de la démocratie culturelle sont leurs priorités. « Comment se fait-il qu'il n'y ait pas un enseignant devant chaque gamin ? », s'indigne Nicky Tremblay. « On veut des meilleurs profs dans les ZEP (Zones d'éducation prioritaires) et des logements décents pour tous », surenchérit Fatima, la porte-voix de Toulon.

« La misère est un vrai marché, les quartiers, un fonds de commerce »

« Pas Sans Nous » met également sur la table « deux propositions opérationnelles », et notamment la création d'un Fonds pour la démocratie d'initiative citoyenne, qui serait doté de 35 millions d'euros, soit 5% du budget consacré chaque année au fonctionnement de la démocratie représentative.

Yannick Jadot, Philippe Poutou et Jean-Luc Mélenchon se sont intéressés à cette proposition, « mais c'est tout ». La Coordination nationale veut également instaurer une Fondation pour la solidarité sociale afin d'attribuer des subventions aux associations. Des associations indispensables mais trop souvent « démantelées » ou sujettes au « clientélisme ». « La misère c'est un vrai marché, les quartiers, un fonds de commerce », regrette Fatima.

Tous sont conscients que des décisions politiques ont été prises concernant les banlieues, mais ils déplorent de « mauvais choix » : « On a mis énormément d'argent dans les quartiers mais cet argent a été mal fléché, regrette Mohamed Mechmache. On pensait qu'en repeignant les façades des bâtiments on allait régler le problème du chômage ». L'homme est indigné. Il veut « agir pour ne plus subir », annonce de prochaines « actions bien visibles », et évoque même un « printemps des quartiers populaires » qui se prépare.

Le moment choisi par la Coordination nationale « Pas Sans Nous » n'est pas un hasard. « Elles sont où les propositions des candidats pour nos quartiers ?, interroge la co-présidente. « Si le Front national passe, ce n'est pas que les quartiers qui prendront, c'est toute la France. » Mohamed Mechmache rappelle que 9 millions de personnes vivent dans des quartiers populaires. Un électorat non négligeable. « A la dernière présidentielle, la banlieue a fait l'élection. Et ça, on a tendance à l'oublier », rappelle t-il en guise d'avertissement aux candidats.

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VIII) Débat de la présidentielle : on a noté les candidats



Pour nous, c'est Jean-Luc Mélenchon qui a le mieux réussi ce premier débat.

Découvrez les notes du Parisien-Aujourd'hui en France

La rédaction a noté la prestation de chacun des candidats lors du débat de lundi soir selon 5 critères. La précision, le style, le fair-play, la meilleure formule et la combativité. Chaque journaliste a proposé une note sur 10 points. Celle que nous vous proposons résulte donc d'une moyenne.

Jean-Luc Mélenchon, puncheur : 7/10

Un vrai talent de débateur, notamment face à Marine Le Pen et à Emmanuel Macron ! Il a fait preuve de pédagogie sur sa vision de la société, notamment dans les domaines de l'éducation et de l'accueil des immigrés. L'eurodéputé a su s'adresser à ses électeurs en dénonçant les incohérences d'un système libéral dont ils seraient les victimes. En revanche, il a eu du mal à transformer ses idées et ses principes en projet politique crédible et à les intégrer dans un programme présidentiel.

Benoît Hamon, mordant : 6,5/10

Le candidat du PS n'a pas ménagé ses coups. Dès les premières minutes, Benoît Hamon se met à décocher des flèches vénéneuses. Sa cible préférée : Emmanuel Macron, l'homme qui

menace de faire imploser sa famille socialiste. Quant à Marine Le Pen ? Hamon l'accuse d'être « droguée aux pages faits divers ». Offensif, le candidat a tenté de faire la différence, une impressionnante pile de notes sur son pupitre, comme pour essayer de donner du souffle à la dynamique levée lors de son dernier meeting.

QUESTION DU JOUR. Selon vous, lequel des cinq candidats a remporté le débat sur TF1 ?

Emmanuel Macron, scolaire : 6/10

Une petite heure pour se mettre en jambes... Emmanuel Macron, dont c'était le premier débat, apparaît d'abord en retrait. Un peu raide, il déroule ses propositions, sans interpeller ses adversaires. La flèche que lui décoche Marine Le Pen sur le burkini puis les comptes que Benoît Hamon lui demande sur ses donateurs le piquent au vif. Il lâche alors ses coups. Et donne un peu de relief à une prestation jusqu'ici assez scolaire.

François Fillon, sobre : 5,5/10

Un François Fillon fidèle à lui-même, sobre, parfois distant, mais droit dans ses bottes et sûr de son projet, qu'il a qualifié de « plus cohérent et de plus stable ». Certaines de ses propositions ont d'ailleurs été au centre des discussions, comme l'abaissement de la majorité pénale à 16 ans ou les quotas migratoires. Une manière de marquer Marine Le Pen sur le discours de fermeté. Souvent en retard sur son temps de parole, il a été ménagé sur les affaires, ne subissant aucune attaque directe de ses adversaires.

Marine Le Pen, en sous-régime : 5,5/10

Un débat pour se construire une image de présidentiable. C'était l'enjeu hier pour Marine Le Pen. Pas de dérapage, pas d'outrance donc, même lorsque les autres candidats l'attaquent. Marine Le Pen garde son calme, répond certes pied à pied, mais préfère garder le cap et décliner son programme. Tout en évitant soigneusement les affaires. Sur le volet moralisation de la vie politique, elle tacle ainsi Emmanuel Macron, taxé de « banquier », et ses supposés conflits d'intérêts.

**A Suivre...
La Presse en Revue**